

SENATO DELLA REPUBBLICA

VIII LEGISLATURA

(N. 1425)

DISEGNO DI LEGGE

presentato dal Ministro degli Affari Esteri

(COLOMBO)

di concerto col Ministro di Grazia e Giustizia

(SARTI)

col Ministro dell'Industria, del Commercio e dell'Artigianato

(PANDOLFI)

col Ministro delle Partecipazioni Statali

(DE MICHELIS)

col Ministro della Sanità

(ANIASI)

e col Ministro per i Beni Culturali e Ambientali

(BIASINI)

COMUNICATO ALLA PRESIDENZA L'11 MAGGIO 1981

Ratifica ed esecuzione della Convenzione sull'inquinamento atmosferico attraverso le frontiere a lunga distanza, adottata a Ginevra il 13 novembre 1979

ONOREVOLI SENATORI. — La Convenzione sull'inquinamento atmosferico transfrontaliero, firmata a Ginevra il 13 novembre 1979, rappresenta il primo importante atto della collaborazione prevista dall'atto finale di Helsinki, tra Est e Ovest. Essa è stata preparata e negoziata sulla base delle note proposte di Conferenze ad alto livello sui temi di collaborazione tecnica, avanzate dall'Unione Sovietica e fatte proprie dall'insieme dei Paesi membri della Commissione economica per l'Europa.

La Convenzione in oggetto ha quindi costituito l'atto più importante della Conferenza ad alto livello sull'ambiente ed essa si propone di porre rimedio a uno dei fenomeni più inquietanti per l'equilibrio ecologico europeo soprattutto nella regione nord-occidentale e con particolare riguardo ai Paesi scandinavi, i quali, per effetto di confluenze di correnti e situazioni meteorologiche particolari, si trovano ad essere il ricettacolo di notevoli quantità di anidride solforosa proveniente dagli scarichi atmosferici di zone industrializzate situate in aree geografiche

anche lontane. Tali detriti, infatti, vengono trasportati dalle correnti e determinano gravi conseguenze per la flora, la fauna e lo stato delle acque, soggette ad un processo di acidificazione molto pericoloso anche per la salute umana.

La Convenzione praticamente sancisce l'impegno degli Stati contraenti ad adottare tutte quelle misure che verranno decise in appositi gruppi di collaborazione tecnica per cercare di contenere il fenomeno dell'emissione di anidride solforosa.

L'Italia, pur non essendo, almeno per il momento, tra i Paesi maggiormente responsabili del fenomeno a motivo della presenza della catena alpina (che costituisce un innegabile importante sipario per il contenimento del trasferimento all'estero degli inquinanti predetti), ha desiderato comunque conformarsi alle disposizioni della Convenzione, sia per un obbligo morale di cooperazione, sia perchè l'adozione delle limitazioni previste dalla Convenzione rientra esattamente fra gli obiettivi di politica interna volti a ridurre sensibilmente il tasso di inquinamento atmosferico.

DISEGNO DI LEGGE
—

Art. 1.

Il Presidente della Repubblica è autorizzato a ratificare la Convenzione sull'inquinamento atmosferico attraverso le frontiere a lunga distanza, adottata a Ginevra il 13 novembre 1979.

Art. 2.

Piena ed intera esecuzione è data alla Convenzione di cui all'articolo precedente a decorrere dalla sua entrata in vigore in conformità all'articolo 16 della Convenzione stessa.

CONVENTION SUR LA POLLUTION ATMOSPHERIQUE
TRANSFRONTIERE A LONGUE DISTANCE

Les Parties à la présente Convention,

résolues à promouvoir les relations et la coopération en matière de protection de l'environnement,

conscientes de l'importance des activités de la Commission économique des Nations Unies pour l'Europe en ce qui concerne le renforcement de ces relations et de cette coopération en particulier dans le domaine de la pollution atmosphérique, y compris le transport à longue distance des polluants atmosphériques,

reconnaissant la contribution de la Commission économique pour l'Europe à l'application multilatérale des dispositions pertinentes de l'Acte final de la Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe,

tenant compte de l'appel contenu dans le chapitre de l'Acte final de la Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe relatif à l'environnement, à la coopération en vue de combattre la pollution de l'air et les effets de cette pollution, notamment le transport de polluants atmosphériques à longue distance, et à l'élaboration, par la voie de la coopération internationale, d'un vaste programme de surveillance et d'évaluation du transport à longue distance des polluants de l'air, en commençant par la dioxyde de soufre, puis en passant éventuellement à d'autres polluants,

considérant les dispositions appropriées de la Déclaration de la Conférence des Nations Unies sur l'environnement, et en particulier le principe 21, lequel exprime la conviction commune que, conformément à la Charte des Nations Unies et aux principes du droit international, les Etats ont le droit souverain d'exploiter leurs propres ressources selon leurs propres politiques d'environnement et ont le devoir de faire en sorte que les activités exercées dans les limites de leur juridiction et sous leur contrôle ne causent pas de dommage à l'environnement dans d'autres Etats ou dans des régions ne relevant d'aucune juridiction nationale,

reconnaissant la possibilité que la pollution de l'air, y compris la pollution atmosphérique transfrontière, provoque à court ou à long terme des effets dommageables,

craignant que l'augmentation prévue du niveau des émissions de polluants atmosphériques dans la région ne puisse accroître ces effets dommageables,

reconnaissant la nécessité d'étudier les incidences du transport des polluants atmosphériques à longue distance et de chercher des solutions aux problèmes identifiés,

affirmant leur résolution de renforcer la coopération internationale active pour élaborer les politiques nationales nécessaires et, par des échanges d'informations, des consultations et des activités de

LEGISLATURA VIII — DISEGNI DI LEGGE E RELAZIONI - DOCUMENTI

recherche et de surveillance, de coordonner les mesures prises par les pays pour combattre la pollution de l'air, y compris la pollution atmosphérique transfrontière à longue distance,

sont convenues de ce qui suit:

DEFINITIONS

Article 1

Aux fins de la présente Convention:

a) l'expression « pollution atmosphérique » désigne l'introduction dans l'atmosphère par l'homme, directement ou indirectement, de substances ou d'énergie ayant une action nocive de nature à mettre en danger la santé de l'homme, à endommager les ressources biologiques et les écosystèmes, à détériorer les biens matériels, et à porter atteinte ou nuire aux valeurs d'agrément et aux autres utilisations légitimes de l'environnement, l'expression « polluants atmosphériques » étant entendue dans le même sens;

b) l'expression « pollution atmosphérique transfrontière à longue distance » désigne la pollution atmosphérique dont la source physique est comprise totalment ou en partie dans une zone soumise à la juridiction nationale d'un Etat et qui exerce des effets dommageables dans une zone soumise à la juridiction d'un autre Etat à une distance telle qu'il n'est généralement pas possible de distinguer les apports des sources individuelles ou groupes de sources d'émission.

PRINCIPES FONDAMENTAUX

Article 2

Les Parties contractantes, tenant dûment compte des faits et des problèmes en cause, sont déterminées à protéger l'homme et son environnement contre la pollution atmosphérique et s'efforceront de limiter et, autant que possible, de réduire graduellement et de prévenir la pollution atmosphérique, y compris la pollution atmosphérique transfrontière à longue distance.

Article 3

Dans le cadre de la présente Convention, les Parties contractantes élaboreront sans trop tarder, au moyen d'échanges d'informations, de consultations et d'activités de recherche et de surveillance, des politiques et stratégies qui leur serviront à combattre les rejets de polluants atmosphériques, compte tenu des efforts d' déjà entrepris aux niveaux national et international.

Article 4

Les Parties contractantes échangeront des informations et procéderont à des tours d'horizon sur leurs politiques, leurs activités scientifiques et les mesures techniques ayant pour objet de combattre dans toute la mesure du possible les rejets de polluants atmosphériques qui peuvent avoir des effets dommageables, et ainsi de réduire la pollution atmosphérique, y compris la pollution atmosphérique transfrontière à longue distance.

Article 5

Des consultations seront tenues à bref délai, sur demande, entre, d'une part, la ou les Parties contractantes effectivement affectées par la pollution atmosphérique transfrontière à longue distance ou qui sont exposées à un risque significatif d'une telle pollution et, d'autre part, la ou les Parties contractantes sur le territoire et dans la juridiction desquelles un apport substantiel à la pollution atmosphérique transfrontière à longue distance est créé ou pourrait être créé du fait d'activités qui y sont menées ou envisagées.

GESTION DE LA QUALITE DE L'AIR

Article 6

Compte tenu des articles 2 à 5, des recherches en cours, des échanges d'informations et des activités de surveillance et de leurs résultats, du coût et de l'efficacité des mesures correctives prises localement et d'autres mesures, et pour combattre la pollution atmosphérique, en particulier celle qui provient d'installations nouvelles ou transformées, chaque Partie contractante s'engage à élaborer les meilleures politiques et stratégies, y compris des systèmes de gestion de la qualité de l'air et, dans le cadre de ces systèmes, des mesures de contrôle qui soient compatibles avec un développement équilibré, en recourant notamment à la meilleure technologie disponible et économiquement applicable et à des techniques produisant peu ou pas de déchets.

RECHERCHE-DEVELOPPEMENT

Article 7

Les Parties contractantes, suivant leurs besoins, entreprendront des activités concertées de recherche et/ou de développement dans les domaines suivants:

a) techniques existantes et proposées de réduction des émissions de composés sulfureux et des principaux autres polluants atmosphé-

LEGISLATURA VIII — DISEGNI DI LEGGE E RELAZIONI - DOCUMENTI

riques, y compris la faisabilité technique et la rentabilité de ces techniques et leurs répercussions sur l'environnement;

b) techniques d'instrumentation et autres techniques permettant de surveiller et mesurer les taux d'émissions et les concentrations ambiantes de polluants atmosphériques;

c) modèles améliorés pour mieux comprendre le transport de polluants atmosphériques transfrontière à longue distance;

d) effets des composés sulfureux et des principaux autres polluants atmosphériques sur la santé de l'homme et l'environnement, y compris l'agriculture, la sylviculture, les matériaux, les écosystèmes aquatiques et autres et la visibilité, en vue d'établir sur un fondement scientifique la détermination de relations dose/effet aux fins de la protection de l'environnement;

e) évaluation économique, sociale et écologique d'autres mesures permettant d'atteindre les objectifs relatifs à l'environnement, y compris la réduction de la pollution atmosphérique transfrontière à longue distance;

f) élaboration de programmes d'enseignement et de formation concernant la pollution de l'environnement par les composés sulfureux et les principaux autres polluants atmosphériques.

ECHANGES D'INFORMATIONS

Article 8

Les Parties contractantes échangeront, dans le cadre de l'Organe exécutif visé à l'article 10 ou bilatéralement, et dans leur intérêt commun, des informations:

a) sur les données relatives à l'émission, selon une périodicité à convenir, de polluants atmosphériques convenus, en commençant par le dioxyde de soufre, à partir de grilles territoriales de dimensions convenues, ou sur les flux de polluants atmosphériques convenus, en commençant par le dioxyde de soufre, qui traversent les frontières des Etats, à des distances et selon une périodicité à convenir;

b) sur les principaux changements survenus dans les politiques nationales et dans le développement industriel en général, et leurs effets possibles, qui seraient de nature à provoquer des modifications importantes de la pollution atmosphérique transfrontière à longue distance;

c) sur les techniques de réduction de la pollution atmosphérique agissant sur la pollution atmosphérique transfrontière à longue distance;

d) sur le coût prévu de la lutte à l'échelon des pays contre les émissions de composés sulfureux et des autres principaux polluants atmosphériques;

e) sur les données météorologiques et physico-chimiques relatives aux phénomènes survenant pendant le transport des polluants;

f) sur les données physico-chimiques et biologiques relatives aux effets de la pollution atmosphérique transfrontière à longue distance

LEGISLATURA VIII — DISEGNI DI LEGGE E RELAZIONI - DOCUMENTI

et sur l'étendue des dommages (1) qui, d'après ces données, sont imputables à la pollution atmosphérique transfrontière à longue distance;

g) sur les politiques et stratégies nationales, sous-régionales et régionales de lutte contre les composés sulfureux et les principaux autres polluants atmosphériques.

MISE EN OEUVRE ET ELARGISSEMENT DU PROGRAMME CON-
CERTE DE SURVEILLANCE CONTINUE ET D'EVALUTATION DU
TRANSPORT A LONGUE DISTANCE DES POLLUANTS ATMOSPHE-
RIQUES EN EUROPE

Article 9

Les Parties contractantes soulignent la nécessité de mettre en oeuvre le « Programme concerté de surveillance et d'évaluation du transport à longue distance des polluants atmosphériques en Europe » (ci-après dénommé EMEP) existant et, s'agissant de l'élargissement de ce programme, conviennent de mettre l'accent sur:

a) l'intérêt pour elles de participer et de donner plein effet à l'EMEP qui, dans une première étape, est axé sur la surveillance continue du dioxyde de soufre et des substances apparentées;

b) la nécessité d'utiliser, chaque fois que c'est possible, des méthodes de surveillance comparables ou normalisées;

c) l'intérêt d'établir le programme de surveillance continue dans le cadre de programmes tant nationaux qu'internationaux. L'établissement de stations de surveillance continue et la collecte de données relèveront de la juridiction des pays où sont situées ces stations;

d) l'intérêt d'établir un cadre de programme concerté de surveillance continue de l'environnement qui soit fondé sur les programmes nationaux, sous-régionaux, régionaux et les autres programmes internationaux actuels et futurs et qui en tienne compte;

e) la nécessité d'échanger des données sur les émissions, selon une périodicité à convenir, de polluants atmosphériques convenus (en commençant par le dioxyde de soufre) à partir de grilles territoriales de dimensions convenues, ou sur les flux de polluants atmosphériques convenus (en commençant par le dioxyde de soufre) qui traversent les frontières des Etats, à des distances et selon une périodicité à convenir. La méthode, y compris le modèle, employée pour déterminer les flux, ainsi que la méthode, y compris le modèle, employée pour déterminer l'existence du transport de polluants atmosphériques, d'après les émissions par grille territoriale, seront rendus disponibles et passés en revue périodiquement aux fins d'amélioration;

f) leur intention de poursuivre l'échange et la mise à jour périodique des données nationales sur les émissions totales de polluants atmosphériques convenus, en commençant par le dioxyde de soufre;

(1) La présente Convention ne contient pas de disposition concernant la responsabilité des Etats en matière de dommages.

- g) la nécessité de fournir des données météorologiques et physico-chimiques relatives aux phénomènes survenant pendant le transport;
- h) la nécessité d'assurer la surveillance continue des composés chimiques dans d'autres milieux tels que l'eau, le sol et la végétation, et de mettre en oeuvre un programme de surveillance analogue pour enregistrer les effets sur la santé et l'environnement;
- i) l'intérêt d'élargir les réseaux nationaux de l'EMEP pour les rendre opérationnels à des fins de lutte et de surveillance.

ORGANE EXECUTIF

Article 10

1. Les représentants des Parties contractantes constitueront, dans le cadre des Conseillers des gouvernements des pays de la CEE pour les problèmes de l'environnement, l'organe exécutif de la présente Convention et se réuniront au moins une fois par an en cette qualité.

2. L'Organe exécutif:

- a) passera en revue la mise en oeuvre de la présente Convention;
- b) constituera, selon qu'il conviendra, des groupes de travail pour étudier des questions liées à la mise en oeuvre et au développement de la présente Convention, et à cette fin pour préparer les études et la documentation nécessaires et pour lui soumettre des recommandations;
- c) exercera toutes autres fonctions qui pourraient être nécessaires en vertu des dispositions de la présente Convention.

3. L'Organe exécutif utilisera les services de l'organe directeur de l'EMEP pour que ce dernier participe pleinement aux activités de la présente Convention, en particulier en ce qui concerne la collecte de données et la coopération scientifique.

4. Dans l'exercice de ses fonctions, l'Organe exécutif utilisera aussi, quand il le jugera utile, les informations fournies par l'autres organisations internationales compétentes.

SECRETARIAT

Article 11

Le Secrétaire exécutif de la Commission économique pour l'Europe assurera, pour le compte de l'Organe exécutif, les fonctions de secrétariat suivantes:

- a) convocation et préparation des réunions de l'Organe exécutif;
- b) transmission aux Parties contractantes des rapports et autres informations recues en application des dispositions de la présente Convention;

c) toutes autres fonctions qui pourraient lui être confiées par l'Organe exécutif.

AMENDEMENTS A LA CONVENTION

Article 12

1. Toute Partie contractante est habilitée à proposer des amendements à la présente Convention.

2. Le texte des amendements proposés sera soumis par écrit au Secrétaire exécutif de la Commission économique pour l'Europe qui le communiquera à toutes les Parties contractantes. L'Organe exécutif examinera les amendements proposés à sa réunion annuelle suivante, pour autant que ces propositions aient été communiquées aux Parties contractantes par le Secrétaire exécutif de la Commission économique pour l'Europe au moins quatre-vingt-dix jours à l'avance.

3. Un amendement à la présente Convention devra être adopté par consensus des représentants des Parties contractantes, et entrera en vigueur pour les Parties contractantes qui l'auront accepté le quatre-vingt-dixième jour à compter de la date à laquelle les deux tiers des Parties contractantes auront déposé leur instrument d'acceptation auprès du dépositaire. Par la suite, l'amendement entrera en vigueur pour toute autre Partie contractante le quatre-vingt-dixième jour à compter de la date à laquelle ladite Partie contractante aura déposé son instrument d'acceptation de l'amendement.

REGLEMENT DES DIFFERENDS

Article 13

Si un différend vient à surgir entre deux ou plusieurs Parties contractantes à la présente Convention quant à l'interprétation ou à l'application de la Convention, lesdites Parties rechercheront une solution par la négociation ou par toute autre méthode de règlement des différends qui leur soit acceptable.

SIGNATURE

Article 14

1. La présente Convention sera ouverte à la signature des Etats membres de la Commission économique pour l'Europe, des Etats jouissant du statut consultatif auprès de la Commission économique pour

l'Europe en vertu du paragraphe 8 de la résolution 36 (IV) du 28 mars 1947 du Conseil économique et social et des organisations d'intégration économique régionale constituées par des Etats souverains membres de la Commission économique pour l'Europe et ayant compétence pour négocier, conclure et appliquer des accords internationaux dans les matières couvertes par la présente Convention, à l'Office des Nations Unies à Genève, du 13 au 16 novembre 1979, à l'occasion de la Réunion à haut niveau, dans le cadre de la Commission économique pour l'Europe, sur la protection de l'environnement.

2. S'agissant de questions qui relèvent de leur compétence, ces organisations d'intégration économique régionale pourront, en leur nom propre, exercer les droits et s'acquitter des responsabilités que la présente Convention confère à leurs Etats membres. En pareil cas, les Etats membres de ces organisation ne seront pas habilités à exercer ces droit individuellement.

RATIFICATION, ACCEPTATION, APPROBATION ET ADHESION

Article 15

1. La présente Convention sera soumise à ratification, acceptation ou approbation.

2. La présente Convention sera ouverte à l'adhésion, à compter du 17 novembre 1979, des Etats et organisations visés au paragraphe 1 de l'article 14.

3. Les instruments de ratification, d'acceptation, d'approbation ou d'adhésion seront déposés auprès du Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies, qui remplira les fonctions de dépositaire.

ENTREE EN VIGUEUR

Article 16

1. La présente Convention entrera en vigueur le quatre-vingt-dixième jour à compter de la date de dépôt du vingt-quatrième instrument de ratification, d'acceptation, d'approbation ou d'adhésion.

2. Pour chacune des Parties contractantes qui ratifie, accepte ou approuve la présente Convention ou y adhère après le dépôt du vingt-quatrième instrument de ratification, d'acceptation, d'approbation ou d'adhésion, la Convention entrera en vigueur le quatre-vingt-dixième jour à compter de la date du dépôt par ladite Partie contractante de son instrument de ratification, d'acceptation, d'approbation ou de adhésion.

RETRAIT

Article 17

A tout moment après cinq années à compter de la date à laquelle la présente Convention sera entrée en vigueur à l'égard d'une Partie contractante, ladite Partie contractante pourra se retirer de la Convention par notification écrite adressée au dépositaire. Ce retrait prendra effet le quatre-vingt-dixième jour à compter de la date de réception de la notification par le dépositaire.

TEXTES AUTHENTIQUES

Article 18

L'original de la présente Convention, dont les textes anglais, français et russe sont également authentiques, sera déposé auprès du Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies.

En foi de quoi les soussignés, à ce dûment autorisés, ont signé la présente Convention.

Fait à Genève, le treize novembre mil neuf cent soixante-dix-neuf.

Pour l'Allemagne, République Fédéral d':

Botschafter Per FISCHER
Gerhart Rudolf BAUM

Pour l'Autriche:

Herbert SALCHER

Pour la Belgique:

Luc DHOORE

Pour la Bulgarie:

Zhivko ZHIVKOV

Pour le Canada:

John FRASER

Pour la Communauté Economique Européenne:

Silvester BARRET
Lorenzo NATALI

Pour la Danemark:

Jens KAMPMANN

Pour l'Espagne:

Jesus SANCHO ROF

Pour les Etats Unis d'Amerique:

Douglas M. COSTLE

Pour la Finlande:

Johannes KOIKKALAINEN

Pour la France:

Michel d'ORNANO

Pour la Grèce:

Stavros DIMAS

Pour la Hongrie:

Bruno F. STRAUB

Pour l'Irlande:

Sylvester BARRET

Pour l'Islande:

Haraldur KROYER

Pour l'Italie:

Vito SCALIA

Pour le Liechtenstein:

Anton GERNER

Pour le Luxembourg:

Jean RETTEL

Pour la Norvège:

Rolf HANSEN

Pour les Pays-Bas:

L. GINJAAR

Pour la Pologne:

Joze KEPA

Pour le Portugal:

José Duarte Palma DA SILVA BRUSCHY

Pour la République Démocratique Allemande:

Hans REICHELT

Pour la République Socialiste Soviétique de Biélorussie:

Vladimir F. MITSKEVITCH

Pour la République Socialiste Soviétique d'Ukraine:

Ivan P. KOCHERYKH

Pour la Roumanie:

Virgil IANOVICI

Pour le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord:

John Marcus FOX

Pour Saint-Marin:

Maria Antonietta BONELLI

Pour la Saint-Siège:

Jean RUPP

Pour le Souaziland:

Hans HURLIMANN

Pour la Suède:

Olof JOHANSSON

Pour la Turquie:

Kämran INAN

Pour l'Union des Républiques Socialistes Soviétiques:

Vladimir A. KIRILLIN

Pour la Yougoslavie:

Zvone DRAGAN

TRADUZIONE NON UFFICIALE

N.B. — *I testi facenti fede sono unicamente quelli indicati nella Convenzione, fra cui il testo in lingua francese qui sopra riportato.*

CONVENZIONE SULL'INQUINAMENTO ATMOSFERICO
ATTRAVERSO LE FRONTIERE A LUNGA DISTANZA

Le Parti alla presente Convenzione,

decise a promuovere i rapporti e la collaborazione in materia di tutela dell'ambiente,

consapevoli dell'importanza delle attività svolte dalla Commissione economica delle Nazioni Unite per l'Europa per il potenziamento di tali rapporti e di tale collaborazione, particolarmente nel settore dell'inquinamento atmosferico, ivi compreso il trasporto a lunga distanza degli inquinanti atmosferici,

riconoscendo il contributo dato dalla Commissione economica per l'Europa all'applicazione multilaterale delle disposizioni in materia dell'Atto finale della Conferenza sulla sicurezza e la cooperazione in Europa,

tenendo presente l'appello contenuto nel capitolo dell'Atto finale della Conferenza sulla sicurezza e la cooperazione in Europa relativo all'ambiente, alla collaborazione al fine di combattere l'inquinamento atmosferico e i suoi effetti, in particolare il trasporto di inquinanti atmosferici a lunga distanza, e all'elaborazione, mediante la collaborazione internazionale, di un vasto programma di sorveglianza e valutazione del trasporto a lunga distanza degli inquinanti atmosferici, a cominciare dal diossido di zolfo, passando poi eventualmente ad altri inquinanti,

considerate le disposizioni in materia della Dichiarazione della Conferenza delle Nazioni Unite per l'ambiente, e in particolare il principio 21, il quale esprime la convinzione comune che, conformemente allo Statuto delle Nazioni Unite ed ai principi del diritto internazionale, gli Stati hanno il diritto sovrano di sfruttare le proprie risorse secondo le proprie politiche dell'ambiente ed hanno il dovere di fare in modo che le attività svolte nei limiti della loro giurisdizione e sotto il loro controllo non causino danni all'ambiente in altri Stati o in regioni che non rientrano in alcuna giurisdizione nazionale,

riconoscendo la possibilità che l'inquinamento atmosferico, ivi compreso l'inquinamento atmosferico attraverso le frontiere, provochi a breve o a lungo termine effetti dannosi,

temendo che l'aumento previsto del livello delle emissioni di inquinanti atmosferici nella regione possa aumentare tali effetti dannosi,

riconoscendo la necessità di studiare le incidenze del trasporto degli inquinanti atmosferici a lunga distanza e di cercare delle soluzioni ai problemi individuati,

affermando la loro decisione di potenziare la collaborazione internazionale attiva per elaborare le politiche nazionali necessarie e, mediante scambi di informazioni, consultazioni ed attività di ricerca e sorveglianza, di coordinare le misure adottate dai Paesi per combattere l'inquinamento atmosferico, ivi compreso l'inquinamento atmosferico attraverso le frontiere a lunga distanza,

hanno convenuto quanto segue:

DEFINIZIONI

Articolo 1.

Ai fini della presente Convenzione:

a) l'espressione « inquinamento atmosferico » significa l'introduzione nell'atmosfera da parte dell'uomo, direttamente o indirettamente, di sostanze o di energia che abbiano effetti nocivi che possano mettere in pericolo la salute dell'uomo, danneggiare le risorse biologiche e gli ecosistemi, deteriorare i beni materiali e nuocere ai valori ricreativi e ad altri usi legittimi dell'ambiente; l'espressione « inquinanti atmosferici » deve essere intesa nello stesso senso;

b) l'espressione « inquinamento atmosferico attraverso le frontiere a lunga distanza » significa l'inquinamento la cui fonte fisica sia compresa in tutto o in parte in una zona che rientra nella giurisdizione nazionale di uno Stato e che abbia degli effetti dannosi in una zona che rientra nella giurisdizione di un altro Stato, ad una distanza tale che non sia in genere possibile distinguere gli apporti delle fonti individuali o di gruppi di fonti di emissione.

PRINCIPI FONDAMENTALI

Articolo 2.

Le Parti contraenti, tenendo debito conto dei fatti e dei problemi in causa, sono decise a tutelare l'uomo ed il suo ambiente contro l'inquinamento atmosferico e cercheranno di limitare e, per quanto possibile, di ridurre gradualmente e prevenire l'inquinamento atmosferico, ivi compreso l'inquinamento atmosferico attraverso le frontiere a lunga distanza.

Articolo 3.

Nell'ambito della presente Convenzione, le Parti contraenti elaboreranno il più presto possibile, mediante scambi di informazioni, con-

sultazioni e attività di ricerca e sorveglianza, delle politiche e delle strategie volte a combattere gli scarichi di inquinanti atmosferici, tenendo presenti gli sforzi già intrapresi a livello nazionale ed internazionale.

Articolo 4.

Le Parti contraenti scambieranno informazioni e procederanno a giri d'orizzonte sulle loro politiche, attività scientifiche e misure tecniche tendenti a combattere il più possibile gli scarichi di inquinanti atmosferici che possano avere effetti dannosi, e a ridurre così l'inquinamento atmosferico, ivi compreso l'inquinamento atmosferico attraverso le frontiere a lunga distanza.

Articolo 5.

Consultazioni avranno luogo a breve termine, su richiesta, fra, da un lato, la o le Parti contraenti effettivamente interessate dall'inquinamento atmosferico attraverso le frontiere a lunga distanza oppure che siano esposte ad un notevole rischio di tale inquinamento e, dall'altro, la o le Parti contraenti sul territorio e nella giurisdizione delle quali attività ivi svolte o previste diano o possano dare un contributo sostanziale all'inquinamento atmosferico attraverso le frontiere a lunga distanza.

GESTIONE DELLA QUALITÀ DELL'ATMOSFERA

Articolo 6.

Tenendo presente gli articoli da 2 a 5, le ricerche in corso, gli scambi di informazioni e le attività di sorveglianza ed i loro risultati, il costo e l'efficacia delle misure correttive adottate a livello locale e di altre misure, e al fine di combattere l'inquinamento atmosferico, in particolare quello derivante da impianti nuovi o trasformati, ciascuna Parte contraente si impegna ad elaborare le migliori politiche e strategie, ivi compresi dei sistemi di gestione della qualità dell'atmosfera e, nell'ambito di tali sistemi, delle misure di controllo che siano compatibili con uno sviluppo equilibrato, facendo in particolare ricorso alla migliore tecnologia disponibile ed economicamente applicabile ed a tecniche che non producano o producano pochi rifiuti.

RICERCA-SVILUPPO

Articolo 7.

Le Parti contraenti, a seconda delle loro esigenze, intraprenderanno attività concertate di ricerca e/o di sviluppo nei seguenti campi:

a) tecniche esistenti e proposte di riduzione delle emissioni di composti solforosi e degli altri principali inquinanti atmosferici, ivi

compresa la fattibilità tecnica e la redditività di queste tecniche e le loro ripercussioni sull'ambiente;

b) tecniche di strumentazione ed altre tecniche che consentano di sorvegliare e misurare i tassi delle emissioni e le concentrazioni ambientali degli inquinanti atmosferici;

c) modelli migliorati per comprendere meglio il trasporto degli inquinanti attraverso le frontiere a lunga distanza;

d) effetti dei composti solforosi e degli altri principali inquinanti atmosferici sulla salute dell'uomo e sull'ambiente, ivi compresa l'agricoltura, la silvicoltura, i materiali, gli ecosistemi acquatici ed altri e la visibilità, allo scopo di basare su fondamenti scientifici la determinazione dei rapporti dose/effetto ai fini della tutela dell'ambiente;

e) valutazione economica, sociale ed ecologica di altre misure che consentano di raggiungere gli obiettivi relativi all'ambiente, ivi compresa la riduzione dell'inquinamento atmosferico attraverso le frontiere a lunga distanza;

f) elaborazione di programmi di insegnamento e formazione riguardanti l'inquinamento dell'ambiente da parte dei composti solforosi e dei principali altri inquinanti atmosferici.

SCAMBI DI INFORMAZIONI

Articolo 8.

Le Parti contraenti si scambieranno, nell'ambito dell'Organo esecutivo di cui all'articolo 10, o a livello bilaterale, e nel comune interesse, informazioni:

a) sui dati relativi all'emissione, secondo una periodicità da convenirsi, di inquinanti atmosferici convenuti, a partire dal diossido di zolfo, in base a griglie territoriali di dimensioni convenute, oppure sui flussi di inquinanti atmosferici convenuti, a partire dal diossido di zolfo, che attraversano le frontiere degli Stati, a distanze e secondo una periodicità da convenirsi;

b) sui principali cambiamenti sopravvenuti nelle politiche nazionali e nello sviluppo industriale in genere e sui loro effetti possibili che potrebbero provocare modifiche sensibili dell'inquinamento atmosferico attraverso le frontiere a lunga distanza;

c) sulle tecniche di riduzione dell'inquinamento atmosferico che agiscano sull'inquinamento atmosferico attraverso le frontiere a lunga distanza;

d) sul costo previsto della lotta, a livello dei paesi, contro le emissioni di composti solforosi e degli altri principali inquinanti atmosferici;

e) sui dati meteorologici e fisico-chimici relativi ai fenomeni che si verificano durante il trasporto degli inquinanti;

f) sui dati fisico-chimici e biologici relativi agli effetti dell'inquinamento atmosferico attraverso le frontiere a lunga distanza e sulla

portata dei danni (1) che, secondo questi dati, sono imputabili all'inquinamento atmosferico attraverso le frontiere a lunga distanza;

g) sulle politiche e strategie nazionali, sub-regionali e regionali di lotta contro i composti solforosi e i principali altri inquinanti atmosferici.

ATTUAZIONE E AMPLIAMENTO DEL PROGRAMMA CONCERTATO DI SORVEGLIANZA CONTINUA E VALUTAZIONE DEL TRASPORTO A LUNGA DISTANZA DI INQUINANTI ATMOSFERICI IN EUROPA

Articolo 9.

Le Parti contraenti sottolineano la necessità di attuare il « Programma concertato di sorveglianza e valutazione del trasporto a lunga distanza degli inquinanti atmosferici in Europa » (qui di seguito denominato EMEP) esistente e, per quanto attiene all'ampliamento di tale programma, convengono di porre l'accento su:

a) l'interesse, per le stesse, di partecipare e dare piena applicazione all'EMEP che, in una prima fase, è imperniato sulla sorveglianza continua del diossido di zolfo e delle sostanze affini;

b) la necessità di utilizzare, ogniqualvolta sia possibile, metodi di sorveglianza paragonabili o standardizzati;

c) l'interesse di predisporre il programma di sorveglianza continua nell'ambito di programmi sia nazionali che internazionali. La creazione di stazioni di sorveglianza continua e la raccolta di dati rientreranno nella giurisdizione dei paesi ove si trovano tali stazioni;

d) l'interesse di predisporre un ambito di programma concertato di sorveglianza continua dell'ambiente che sia basato sui programmi nazionali, sub-regionali, regionali e sugli altri programmi internazionali attuali e futuri e che tenga conto degli stessi;

e) la necessità di scambiare dati sulle emissioni, secondo una periodicità da convenirsi, di inquinanti atmosferici convenuti (a partire dal diossido di zolfo), in base a griglie territoriali di dimensioni convenute, oppure sui flussi di inquinanti atmosferici convenuti (a partire dal diossido di zolfo) che attraversano le frontiere degli Stati, a distanze e secondo una periodicità da convenirsi. Il metodo, ivi compreso il modello, impiegato per determinare i flussi, nonchè il metodo, ivi compreso il modello, impiegato per determinare l'esistenza del trasporto degli inquinanti atmosferici, secondo le emissioni per griglia territoriale, saranno messi a disposizione e passati in rassegna periodicamente a scopo di miglioramento;

f) la loro intenzione di continuare lo scambio e l'aggiornamento periodico dei dati nazionali sulle emissioni totali di inquinanti atmosferici convenuti, a partire dal diossido di zolfo;

(1) La presente Convenzione non contiene disposizioni riguardanti la responsabilità degli Stati in materia di danni.

g) la necessità di fornire dati meteorologici e fisico-chimici relativi ai fenomeni che si verificano durante il trasporto;

h) la necessità di assicurare la sorveglianza continua dei composti chimici in altri ambienti, quali l'acqua, il suolo e la vegetazione e di attuare un programma di sorveglianza analogo per registrare gli effetti sulla salute e sull'ambiente;

i) l'interesse di ampliare le reti nazionali dell'EMEP per renderle operative a scopo di lotta e sorveglianza.

ORGANO ESECUTIVO

Articolo 10.

1. I rappresentanti delle Parti contraenti costituiranno, nell'ambito dei consiglieri dei governi dei paesi della CEE per i problemi dell'ambiente, l'Organo esecutivo della presente Convenzione e si riuniranno almeno una volta all'anno in tale qualità.

2. L'Organo esecutivo:

a) passerà in rassegna l'attuazione della presente Convenzione;

b) costituirà, se necessario, gruppi di lavoro per studiare le questioni legate all'attuazione ed allo sviluppo della presente Convenzione e, a tale scopo, per preparare gli studi e la documentazione necessari e per sottoporli delle raccomandazioni;

c) svolgerà tutte le altre funzioni che dovessero rendersi necessarie in virtù delle disposizioni della presente Convenzione.

3. L'Organo esecutivo utilizzerà i servizi dell'organo direttivo dell'EMEP affinché quest'ultimo partecipi pienamente alle attività della presente Convenzione, in particolare per quanto riguarda la raccolta di dati e la cooperazione scientifica.

4. Nell'esercizio delle proprie funzioni, l'Organo esecutivo utilizzerà altresì, quando lo riterrà opportuno, le informazioni fornite da altre organizzazioni internazionali competenti.

SECRETARIATO

Articolo 11.

Il Segretario esecutivo della Commissione economica per l'Europa espletterà, per conto dell'Organo esecutivo, le seguenti funzioni di segretariato:

a) convocazione e preparazione delle riunioni dell'Organo esecutivo;

LEGISLATURA VIII — DISEGNI DI LEGGE E RELAZIONI - DOCUMENTI

b) trasmissione alle Parti contraenti dei rapporti ed altre informazioni ricevuti in applicazione delle disposizioni della presente Convenzione;

c) tutte le altre funzioni che dovessero essergli affidate dall'Organo esecutivo.

EMENDAMENTI ALLA CONVENZIONE

Articolo 12.

1. Ogni Parte contraente è abilitata a proporre emendamenti alla presente Convenzione.

2. Il testo degli emendamenti proposti sarà sottoposto per iscritto al Segretario esecutivo della Commissione economica per l'Europa, che lo comunicherà a tutte le Parti contraenti. L'Organo esecutivo esaminerà gli emendamenti proposti nel corso della sua riunione annuale successiva, a condizione che tali proposte siano state comunicate alle Parti contraenti dal Segretario esecutivo della Commissione economica per l'Europa almeno novanta giorni prima.

3. Gli emendamenti alla presente Convenzione dovranno essere adottati con il consenso dei rappresentanti delle Parti contraenti ed entreranno in vigore per le Parti contraenti che li avranno accettati il novantesimo giorno a partire dalla data in cui i due terzi delle Parti contraenti avranno depositato il loro strumento di accettazione presso il depositario. In seguito, gli emendamenti entreranno in vigore per ogni altra Parte contraente il novantesimo giorno a partire dalla data in cui detta Parte contraente avrà depositato il proprio strumento di accettazione dell'emendamento.

COMPOSIZIONE DELLE CONTROVERSIE

Articolo 13.

Qualora si verifichi una controversia fra due o più Parti contraenti alla presente Convenzione in merito all'interpretazione o all'applicazione della Convenzione, dette Parti cercheranno una soluzione mediante il negoziato o qualunque altro metodo di composizione delle controversie che sia accettabile per le Parti stesse.

FIRMA

Articolo 14.

1. La presente Convenzione sarà aperta alla firma degli Stati membri della Commissione economica per l'Europa, degli Stati che godono

dello statuto consultivo presso la Commissione economica per l'Europa in virtù del paragrafo 8 della risoluzione 36 (IV) del 28 marzo 1947 del Consiglio economico e sociale e delle organizzazioni di integrazione economica regionale costituite da Stati sovrani membri della Commissione economica per l'Europa ed aventi competenza per negoziare, concludere ed applicare accordi internazionali nelle materie trattate dalla presente Convenzione, presso l'Ufficio delle Nazioni Unite di Ginevra, dal 13 al 16 novembre 1979, in occasione della Riunione ad alto livello sulla tutela dell'ambiente nell'ambito della Commissione economica per l'Europa.

2. Trattandosi di questioni che dipendono dalla loro competenza, tali organizzazioni di integrazione economica regionale potranno, a proprio nome, esercitare i diritti e assolvere le responsabilità che la presente Convenzione conferisce ai loro Stati membri. In tal caso, gli Stati membri di queste organizzazioni non saranno abilitati ad esercitare questi diritti individualmente.

RATIFICA, ACCETTAZIONE, APPROVAZIONE E ADESIONE

Articolo 15.

1. La presente Convenzione sarà soggetta a ratifica, accettazione o approvazione.

2. La presente Convenzione sarà aperta all'adesione degli Stati e delle organizzazioni di cui al paragrafo 1 dell'articolo 14 a datare dal 17 novembre 1979.

3. Gli strumenti di ratifica, accettazione, approvazione o adesione saranno depositati presso il Segretario generale dell'Organizzazione delle Nazioni Unite, che svolgerà le funzioni di depositario.

ENTRATA IN VIGORE

Articolo 16.

1. La presente Convenzione entrerà in vigore il novantesimo giorno a partire dalla data del deposito del ventiquattresimo strumento di ratifica, accettazione, approvazione o adesione.

2. Per ciascuna delle Parti contraenti che ratifichi, accetti o approvi la presente Convenzione o vi aderisca dopo il deposito del ventiquattresimo strumento di ratifica, accettazione, approvazione o adesione, la Convenzione entrerà in vigore il novantesimo giorno a partire dalla data del deposito da parte di detta Parte contraente del proprio strumento di ratifica, accettazione, approvazione o adesione.

RITIRO

Articolo 17.

In qualunque momento, dopo cinque anni a partire dalla data in cui la presente Convenzione sarà entrata in vigore nei riguardi di una Parte contraente, detta Parte contraente potrà ritirarsi dalla Convenzione mediante notifica scritta indirizzata al depositario. Tale ritiro avrà effetto il novantesimo giorno a partire dalla data di ricevimento della notifica da parte del depositario.

TESTI AUTENTICI

Articolo 18

L'originale della presente Convenzione, i cui testi inglese, francese e russo fanno ugualmente fede, sarà depositato presso il Segretario generale dell'Organizzazione delle Nazioni Unite.

In fede di che i sottoscritti, debitamente autorizzati, hanno firmato la presente Convenzione.

Fatto a Ginevra il 13 novembre 1979.

(Seguono le firme)